

# Tribune du député LR Thibault BAZIN au sujet de l'avenir de la droite en France

## *La droite est-elle en fin de vie ?*

Depuis plusieurs jours, les médias se font intensément l'écho de ralliements d'élus locaux LR à la majorité, ce qui pourrait aboutir à une disparition du principal parti de droite.

Certes, il y a quelques ralliements d'élus de centre-droit au Président de la République. Pour certains, ils datent même d'avant les présidentielles.

D'autres, menacés de la présentation d'une liste de *La République En Marche* contre eux aux prochaines municipales ou à l'affût de subsides d'Etat pour faire avancer leurs projets communaux, ont dû accepter de médiatiser un soutien à l'action du Président.

Est-ce un exode massif ? Assurément non. Sur les 72 élus de droite et du centre ayant signé la tribune au JDD, il n'y en avait que 6 à jour de cotisation chez *les Républicains*. Ces ralliements sont davantage médiatisés que les 98% de maires restés fidèles à leur famille politique.

En politique, les ralliés du jour peuvent être les lâcheurs du lendemain, surtout quand l'opportunisme ou la peur ont constitué la principale motivation. La soumission ou la riposte ? Ce chantage me paraît insupportable. Je salue le courage des Maires de Toulouse et de Reims restés libres.

Heureusement leurs électeurs les jugeront davantage sur leurs actions pour leur commune. Car c'est bien là l'essentiel. Les électeurs privilégient souvent la personnalité du maire et ses engagements locaux.

Il ne faut surtout pas confondre les questions posées aux électeurs : la commune n'est pas le pays, les scrutins sont différents, les enjeux aussi.

Le Président de la République a déjà brouillé les pistes en faisant des élections européennes un scrutin national avec les résultats que l'on sait.

Au-delà des élections locales à venir, l'exécutif prépare en effet déjà 2022.

Pour autant, Emmanuel MACRON a-t-il raison de prendre son rêve d'un second tour de la présidentielle contre Marine Le Pen pour une réalité éternelle ?

Si sa stratégie politicienne est toute orientée à cette hypothèse et que le dernier scrutin des élections européennes semble l'accréditer, aucun scrutin n'est pourtant joué d'avance. C'est la démocratie.

A parier sur le chaos comme seule alternative à lui-même, il fait jouer à notre pays un grand risque en cas d'insatisfactions à l'issue de son mandat.

La politique ne peut être qu'affaire de passions, il faut ramener de la raison.

Nous aussi nous souhaitons la pleine réussite du pays. Pour autant, nous ne pouvons pas faire de « chèque en blanc » au gouvernement. Nous avons pris, devant les électeurs, l'engagement d'être une opposition « constructive ».

Or, il faut regarder la réalité en face : nos concitoyens ont perçu, depuis deux ans, les LR comme une opposition systématique. Est-ce vraiment le cas ?

Si on regarde les positions de vote du groupe LR sur les textes du gouvernement (projets de loi) et de la majorité (propositions), on constate 35 votes favorables, 23 votes défavorables et 9 abstentions. Le groupe LR a ainsi soutenu une majorité de textes : par exemple, la lutte contre la fraude, la protection des données personnelles ou encore le maintien de l'ordre public dans les manifestations. Car nous restons un parti de gouvernement,

ayant le sens des responsabilités. A nous d'améliorer notre communication pour que nos soutiens soient autant médiatisés que nos oppositions.

La majorité des textes pour lesquels nous nous sommes opposés relève de la politique budgétaire et fiscale (lois de finances, lois de financement de la sécurité sociale, lois de règlement...). Nous nous sommes opposés dès l'automne 2017 à la dégradation de notre dette publique, à l'augmentation de la fiscalité (hausse de CSG, taxes sur l'essence...).

Nous avons porté cette question du pouvoir d'achat bien avant l'émergence du mouvement des « gilets jaunes » car nous l'avions entendu dans nos circonscriptions. Nos propositions de corrections de la politique menée ont d'ailleurs fini par être entendues par l'exécutif, y compris l'exonération des heures supplémentaires. Dommage qu'elle soit partielle. Nous aurions pu aller plus loin pour revaloriser le travail.

Nous avons aussi porté le bon sens du terrain en nous opposant à la limitation sans discernement à 80 km/h sur toutes les routes à deux voies sans séparateur. Le gouvernement, là encore, finit par faire marche-arrière. Dommage qu'elle ne concerne pas les routes nationales !

Nous avons aussi des désaccords sur la politique pénale. En effet, Emmanuel MACRON s'inscrit dans la continuité de la présidence HOLLANDE en la matière. Il n'a pas remis en cause les lois TAUBIRA.

Il en va de même pour la politique familiale puisque les rabots se sont poursuivis : baisse de la prestation d'accueil du jeune enfant, non relèvement du quotient familial. Pas étonnant pour un Président ayant été le secrétaire général adjoint puis le ministre de l'Economie d'un président de la République socialiste.

Non, la droite n'est pas morte. Elle a même une responsabilité politique. Principale force d'opposition au Parlement, le groupe à l'Assemblée Nationale des LR et apparentés ne peut pas se dissoudre. Ce serait une trahison par rapport au sens du mandat confié en 2017.

La droite doit se relever car elle a un devoir, celui d'incarner un recours au cas où les Français estimeraient en 2022 les résultats d'Emmanuel MACRON insuffisants.

L'espoir est là.